

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 patacons par mois.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. ON INSERERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNES.

Almanach Français.

- Mercredi 19 (1805) — Combat de Wogkowitz, par le roi Murat, contre les Russes.
 (1807) — Bataille d'Occana, par le maréchal Soult, contre les Espagnols.
 (1813) — Combat de St. Martin, par le prince Eugène, contre les Autrichiens.

MONTEVIDEO.

18 Novembre 1845.

(Suite de notre article précédent.)

Quoiqu'il en soit de tout ceci, M. Baudin resta en France, s'exempta d'une mission humiliante et conserva plus pur que jamais son bon crédit. Le gouvernement lui-même lui rendit bien promptement justice.

Depuis plusieurs années, M. l'amiral Baudin, pair de France, est chef de la première préfecture maritime de France, celle de Toulon.

C'est intentionnellement que nous nous appesantissons sur ces détails pour faire ressortir tout ce qu'a eu d'honorable le refus de M. Baudin. Ce refus, après sa ruine complète, en partie occasionnée par nos événements de juillet, l'exposait à se voir arrêté tout d'un coup dans la carrière où il venait de rentrer avec de si brillants succès et tant d'avantages. Ce refus est la justification la plus complète et la plus honorable de l'attitude que garde la population française des deux rives dignement représentée par les Français sous les armes dans cette capitale. Ce refus, disons-le encore, fait le plus grand honneur à la sage prévision de M. Baudin qui lançait ainsi à l'avance un blâme sévère contre les basses intrigues de M. Dupotet et les fatales erreurs de M. de Mackau, double origine de tout ce que nous souffrons et de tout ce que la France et l'Angleterre unies cette fois ont enfin compris le besoin de reprimer.

Nous avons été long : c'est un peu pour aborder le plus tard possible la douloureuse question-Mackau; il nous est aussi doux d'avoir à louer de beaux actes que pénible, à l'étranger surtout, d'avoir à déverser sur nos fonctionnaires un blâme mérité, et cependant la vérité nous y oblige.

Nous avouerons aussi que dans cet article le cœur a un peu précipité la plume. Il y a vingt ans, après nous avoir honoré en France de quelque bienveillance, M. Baudin, nous signa au nom de plusieurs de ses amis politiques haut placés et qui nous protégeaient, des lettres de recommandation pressantes pour ce qu'il y avait de notable dans cette partie du continent à cette époque : il les signait de la main que lui a laissée la gloire, et de cette même main nous adressait les conseils vraiment paternels que nous n'avons jamais oubliés. Nous profitons de cette circonstance pour nous efforcer de lui témoigner publiquement quelque gratitude. C'est la première fois que nous parlons des choses à nous personnelles, nos lecteurs nous le pardonneront sans doute surtout s'ils veulent bien remarquer que nous ne l'a-

vous fait qu'à propos d'incidents qui se rattachent si étroitement à l'histoire de l'époque actuelle.

(La suite au prochain numéro.)

DOCUMENT OFFICIEL.

Mr. le Colonel Garibaldi.

Ville de Uruguayana, 20 Octobre 1845.

Nous avons appris que V. S. remontait l'Uruguay avec une escadre dans le but de prendre possession de quelques villages de la côte; et comme j'ai su que cette nouvelle était positive, j'en me suis décidé à vous envoyer le courrier, porteur de la présente, afin que V. S. daigne me faire connaître les points quelle pense occuper, pour régler en conséquence ma marche et mes opérations, et me mettre en parfait accord avec V. S. daignez me répondre d'une manière détaillée.

Bernardino Baez.

Mr. le Colonel Garibaldi.

Uruguayana 20 Octobre de 1845.

Mon cher monsieur, quoique je n'aie point le plaisir de vous connaître personnellement les sentiments de patriotisme, de décision, et de constance, que vous avez manifesté en défense de notre cause m'ont animé pour vous d'une grande et sincère amitié. Après la deroute de la India Muerta, je résolus d'aller au Paraguay dans l'intention de régler quelques affaires de famille, ce qui s'est effectué, je suis de retour, désireux de travailler et faire tout ce qui sera en mon pouvoir en faveur de notre cause. En conséquence, ayant appris que vous venez dans l'Uruguay, dans le but de prendre possession de quelques points de la côte, je me suis empressé de vous écrire, pour que vous me fassiez connaître sur lequel de ces points je dois me diriger avec les forces que j'ai, et qui promptement s'accroîtront d'une manière considérable, elles vous seront, comme vous le verrez, d'une immense avantage. Je crois qu'en ces circonstances l'on peut faire beaucoup, et qu'il serait utile de conserver une force de cavalerie sur la côte, du moment qu'on peut compter sur l'appui et les secours que vous pouvez nous faciliter. J'espère avec impatience votre réponse pour activer et mettre à exécution les opérations qui doivent s'effectuer.

J'ai l'honneur etc.

Bernardino Baez.

M. le colonel Garibaldi.

Uruguayana, 28 octobre 1845.

Mon très cher et digne ami.

Hier au soir je suis revenu du campement de M. le général Paz, et j'ai appris avec peine que les premières communications que je vous avais adressées ne vous étaient point parvenues par suite d'inconvénients que l'on ne pouvait prévoir; aujourd'hui je vous envoie cette communication en y joignant les premières : mon désir est de savoir si vous êtes dans ces parages et si vous pensez y rester, afin de me mettre en marche avec toute la troupe dont je pourrais disposer. M. le général Paz me dit qu'il espère de vous des communi-

cations et que dans ce cas il m'enverra les secours dont j'ai besoin. Bonifacio le borgne es arrivé hier au soir de Alegrette, et l'on a mis les navires à sa disposition; l'on dit qu'il descendra la Barre de Cuareim, où se trouve Bergara avec cent et quelques hommes, la moitié du monde de ce dernier a déserté et l'autre n'est guère disposée à le suivre. Daignez m'envoyer par les porteurs de ces dernières quelques nouveaux journaux de Montevideo, et me donner les avis que vous jugerez convenables pour ma gouverne. J'espère seulement votre réponse pour, selon elle, commencer mon mouvement.

Une députation correntine, composée de MM. Valdes, Marquez et le général Madariaga, a été au Paraguay, et l'on dit généralement qu'une expédition de 8,000 hommes appartenant à cette République, vient s'incorporer à l'armée de Corrientes : rien de plus à vous communiquer, seulement j'attends avec anxiété vos réponses et profite de cette occasion pour vous offrir de nouveaux mes faibles services.

Je suis votre très affectionné Q. B. V. M.
Bernardino Baez.

Lettre de M. le colonel Garibaldi à S. E. le président de la République.

Excellence,

J'ai eu l'honneur d'écrire à V. E. en date antérieure mais les ennemis prirent les communications. Par la note de M. le ministre de la guerre V. E. verra nos nouveaux progrès qui ne laissent pas que d'être très flatteurs. J'espère dans peu de jours avoir le plaisir de voir dans ce département le colonel Baez avec une forte division, et peut être bien avoir une conférence avec le général Paz; dans ces parages l'esprit public est complètement éclairé et tous espèrent la fin prochaine de ces calamités...

Il m'a paru plus convenable de soigner les importants intérêts de la cause dans cette rivière jusqu'à ce que je n'aie eu une conférence avec le général Paz, et marcher de concert avec lui...

J'ai l'honneur d'être.

José Garibaldi,

RIO DE JANEIRO, 24 OCTOBRE.

(Suite.)

Le général Guido, répliqua, alléguant l'urgence; et, selon lui, un traité définitif de paix, comprenant nécessairement des dispositions relatives à la démarcation des frontières et aux intérêts communs de commerce et de navigation, devait entraîner une perte de temps funeste, là où il était nécessaire d'agir promptement contre l'ennemi commun.

Le gouvernement Impérial, nonobstant ces observations, persista dans sa manière de voir, bien que M. Carneiro Leão se montrât déjà préoccupé de l'intervention anglo-française. Sa note du 27 février dit en effet que les attaques à l'indépendance de l'état Oriental peuvent avoir lieu aussi, de la part de nations européennes et étrangères et que même, sans coaction directement exercée, cette indépendance peut avoir à souffrir de

conventions et traités produisant au moins des intérêts ou influences contraires à la sécurité des deux nations qui ont fondé l'indépendance et nationalité orientales.

Le gouvernement du Brésil, non plus que le gouvernement argentin n'a rien fait connaître de ce qui s'est passé, depuis lors jusqu'au 20 mars, entre MM. Carneiro Leão et Guido. Mais ce qu'on peut établir conjecturalement, d'après l'ensemble des faits connus de l'époque, c'est que le gouvernement impérial finit par trouver, dans la position des choses à Rio Grande, et dans les chances, toujours probables de l'intervention anglo-française, une raison d'urgence pour contracter, sans plus de délai, l'alliance avec Buenos Ayres.

Le rejet postérieur de ce traité par le gouvernement de Buenos Ayres, après tant d'instances pour l'obtenir, de la part de son ministre à Rio de Janeiro, que cependant il y conserva, n'a eu d'autre motif que l'opinion où il a été aussi, plus tard, que l'intervention n'aurait pas lieu.

La crainte de l'intervention anglo-française avait conseillé l'alliance avec le Brésil; mais le gouvernement argentin, aveuglé comme il l'est, par l'ambition, croyant n'avoir plus à redouter d'intervention anglo-française et se jugeant assez fort pour conquérir seul l'Etat Oriental, conquête qui lui offrait les moyens de réaliser des plans envahisseurs, cessa de vouloir une alliance avec le Brésil qui assurait l'indépendance de l'Uruguay et obligeait le gouverneur de Buenos Ayres à respecter cette indépendance.

Le général Rosas connaissait-il donc alors officiellement le résultat des conférences, à Londres, entre son ministre Moreno et lord Aberdeen, c'est-à-dire, la non-existence de l'intervention? s'il ne la connaissait pas, au moins il s'en doutait: et il a agi en conséquence.

D. Manuel Oribe différa à marcher sur Montevideo, hésitation qu'il faut sans doute attribuer aux notes du 16 décembre. Montevideo eut le temps de se fortifier, et dès lors, un blocus devint nécessaire pour réduire la place. Bien que le gouvernement argentin fut parvenu, dans l'intervalle de décembre 1842 à février 1843, à diviser l'intérêt anglais et français, en promettant à l'Angleterre la navigation des fleuves à des conditions plus favorables que n'aurait pu lui en offrir le succès d'une intervention, il n'osa pourtant pas encore décréter le blocus absolu; il se contenta d'un blocus partiel qui paraissait devoir suffire pour amener par disette la soumission de la place; et ce blocus même qui d'abord, au 19 mars, étendait ses prohibitions aux principaux objets de consommation journalière de la place, fut rendu moins exclusif encore le 29, après qu'il en eut été conféré avec les ministres de France et d'Angleterre, le gouvernement de Buenos Ayres poussant la condescendance, jusqu'à déléguer aux forces navales étrangères l'exercice d'une partie de son droit de belligérant, leur confiant exclusivement le soin d'empêcher leurs nationaux d'enfreindre les prohibitions.

Le général Rosas comptait qu'il suffirait à son blocus d'être reconnu, sous quelque forme que ce pût être, pour que le découragement se mit dans la place et en amenât la reddition avec la conquête de tout l'Etat Oriental.

Tel fut le manège, calcul de jactance et d'ambition, jusqu'au 13 avril: époque à laquelle le gouvernement, jugeant désormais superflue la coopération du Brésil, se décida à refuser sa ratification au traité objet des instances si vives de son ministre à Rio de Janeiro. Mais si le gouvernement de Buenos Ayres trouva glorieux de correspondre ainsi au procédé franc et loyal d'une nation voisine, qui acceptait la coopération dans un œuvre d'intérêt commun, sa gloire fut de courte durée. Toutes les condescendances du gouverneur Rosas pour M. Mandeville devaient aboutir à la triste conviction que le blocus, que que réduites que fussent ses propositions, ne serait pas même reconnu.

Il n'entre pas dans notre plan d'énumérer ici tous les actes d'intervention qui, même après la reconnaissance du blocus partiel, ont retardé la prise de Montevideo, nous n'en présenterons pas le détail. Mais nous dirons, en passant, que c'est par suite de tous ces faits que le

gouvernement de Buenos Ayres, avec tous ses plans déjoués, se trouve aujourd'hui sur les bras l'intervention anglo-française que est justement ce à quoi il devait s'attendre, depuis Décembre 1842.

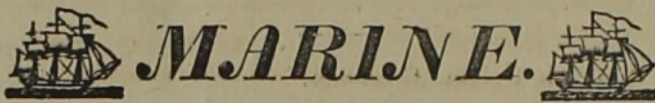
Nous voyons avec peine, sans doute, l'intervention anglo-française, soit pour l'Etat Oriental dont les maux actuels doivent s'en aggraver, soit pour les autres nations indépendantes qui peuvent en prendre ombre pour l'avenir. Mais nous ne pouvons nous empêcher de dire, en même temps, que cette intervention n'est que le juste salaire de la jactance ambitieuse du gouvernement de Buenos Ayres qui l'aurait évitée sûrement, en acceptant avec loyauté la coopération du gouvernement impérial: combinaison qui, couronnée du succès comme elle l'eut été infailliblement, lui aurait valu plus de gloire qu'il ne lui est permis en tous cas d'en attendre de l'issue, quelle qu'elle soit, des événements actuels.

(Courrier du Brésil)

(La suite au prochain numéro)

— La question des quarantaines va être vidée d'une manière définitive. On parle d'une commission scientifique qui serait nommée par l'académie de médecine, à la demande du ministre de l'intérieur, qui parcourrait des pays les plus malsains de l'Orient, et sur le rapport de laquelle le gouvernement prendrait à l'égard de toutes les quarantaines une dernière décision.

(Journal du Havre.)



et

MOUVEMENT DU PORT.

ARRIVAGES
Entrées du 18.

Trieste le 19 juillet, Fiume le 24 août et Gibraltar le 6 septembre, brick autrichien Corsario, 140 tonneaux, capitaine Antoine Banovich.

Buceo, brick de guerre espagnol Heroe.

AVIS.

Monsieur Auguste Masse, ayant vendu son établissement sis rue Sarandi, n. 258 et 260, en face de l'Hôpital Français, prévient les personnes qui auraient des intérêts à régler avec lui, qu'elles doivent se présenter dans le délai prescrit par loi.

Montevideo, 12 novembre 1845.

AVIS DIVERS.

AVIS.

Monsieur Eugène Dabut, annonce au public qu'il va commencer le 15 courant à professer son état de dégraisseur, dans la rue du Rincon, n. 142. Il prévient les personnes qui auraient des effets tachés qu'on peut les lui livrer en toute confiance; il garantit d'enlever les taches sans endommager les étoffes.

On desire trouver une jeune personne qui sache parler anglais et français ou anglais et espagnol, S'adresser rue de las Piedras, n. 91.

Monsieur Puibusque, récemment arrivé d'Europe et qui a longtemps habité cette ville, vient d'ouvrir un nouvel établissement de tailleur où il confectionnera principalement tout ce qui concerne la marine. Rue des Missions n. 31.

On louera également dans la même maison une chambre avec balcon sur la rue et meublée à la française.

AU CHAPEAU FRANCAIS.

Rue des Trente trois, n. 88, à côté de l'armurerie de M. Aubriot, l'on vient de recevoir de Paris un bel assortiment de chapeaux à poil, castors gris-ras, à la dernière mode dite Polka, comme aussi des casquettes pour homme et enfans et des chapeaux mécaniques de mérinos gris et noirs.

DEUXIEME LEGION DE G. N.

ORDRE DU JOUR DU 13.

La formation d'une 5me batterie étant autorisée par le général d'armes, ceux qui voudront en faire partie devront se présenter à l'Etat-major pour se faire inscrire et recevoir les rations en attendant que le cadre de la batterie soit formé.

AVISO JUDICIAL

No habiendose realizado el dia cuatro del que luce la junta de acreedores de D. José Calzada, convocada por orden del Señor Alcalde Ordinario del Departamento a petición de aquel, por falta de número, su Señoría conformandose con el dictamen del Señor asesor de la causa, ha dispuesto que además de ser citados personalmente los acreedores que puedan ser habidos, lo sean todos por los Periodicos de esta Ciudad para que el dia veintiuno del corriente mes a la una de la tarde, concurren en la sala del Juzgado cada uno con los documentos de sus creditos a efecto de tener la junta general solicitada por el deudor comun, y dispuesta por el Juzgado, y en atencion a que en el anterior aviso se les apercibió a los inesistentes de tener buen estar y pasar por lo que determinase la mayor parte de dichos acreedores, concurrentes; que dan, por el presente apercibidos de que asi ha de efectuarse realizada la reunion, parandoles por lo tanto todo el perjuicio quo haya lugar por derechos y cumpliendo lo mandado se hace esta publicacion para que llegue a noticia de todos.

Montevideo 12 de noviembre de 1845.

Pedro LATORRE.

Escribano público.

AU BON MARCHE.

Dans la rue du Cerrito, n. 184, à l'angle de la rue Ituzaingo, n. 53, on vend du vin carlon, bonne qualité, sans eau, au bas prix de 3 vintains la cuarta, et de l'huile excellente à manger à 9 vintains.

AVIS AU COMMERCE.

Un jeune homme, connaissant la langue espagnole et la tenue des livres en partie double, désire s'employer dans une maison de commerce.

S'adresser chez M. Rabachon, tailleur, rue du 25 Mai, n. 285.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD.

Imprimerie du PATRIOTE FRANCAIS.